

CONFERENCE DE PRESSE

La crise et les élections régionales : besoin de projets, de valeurs et d'actes et non de combats, de frime ou de promesses illusoires

1. Introduction : la crise exige la concentration de nos énergies tant sur sa gestion que sur les réformes

La crise que nous vivons est peut-être l'une des plus importantes et des plus structurelles que le monde moderne a connues. Entre plans de relance et déficits budgétaires incontournables, montée du chômage et détérioration économique, nos différents niveaux de pouvoir doivent faire face à une situation d'urgence qui exige un sens de la responsabilité, de l'Etat et de la cohésion sociale qui doit, selon nous, dépasser largement les urgences électorales.

Par ailleurs, la crise démontre l'épuisement d'un système que nous décrions depuis longtemps. Elle constitue sans doute la plus grande opportunité de fédérer le plus grand nombre pour réaliser les ruptures radicales que nous devons mener dans notre pays et nos régions, comme au niveau international.

Nous avons besoin dès lors, au-delà du sens de la responsabilité nécessaire pour faire face à la crise, du sens de l'alternative et de l'innovation et donc de débats d'idées sur l'essentiel et de discussions d'options et de projets de réformes radicales dont la crise démontre plus que jamais la nécessité. Nous aurons besoin en 2009 et 2010 de grands projets mobilisateurs qui répondent à la crise mais surtout d'éviter de recréer les mêmes conditions que celles qui l'ont permise.

Bref, la crise exige la concentration de nos énergies tant sur sa gestion que sur les réformes, tant sur les idées et les valeurs que sur les engagements.

2. Les axes de la campagne du cdH : Une méthode, des valeurs, des projets et des actes humanistes

A. Une méthode humaniste : Redonner de la grandeur au débat politique et de la hauteur à la campagne électorale

Nous ne voulons pas que le Gouvernement fédéral soumis à une pression de gestion importante ne devienne l'otage de déstabilisation ou de fragilisation purement électorales.

Nous ne voulons pas que la campagne régionale reproduise les dérives de la campagne 2007, agressive et souvent futile.

Nous voulons que la politique redonne d'elle une image de responsabilité et de débats d'idées non de bac à sable ou de match de boxe.

Pour nous, la politique et la campagne ce ne sera pas passer son temps à dénigrer les autres partis ou les autres responsables politiques. Pour nous, la politique et la campagne, ce ne sera pas la petite phrase assassine, les attaques constantes, le cynisme, ou l'arrogance.

Notre campagne nous voulons la mener face aux gens, pour les gens en regardant devant nous et pas à côté et surtout en parlant de projets. La différence et les débats doivent se faire sur les idées, non pas sur les hommes et les femmes.

C'est pour incarner cette méthode et l'appeler de nos vœux que nous avons organisé la pré-campagne « **Ce n'est pas ça, la politique** ».

La précampagne se décline en trois affiches avec trois visuels différents et, chaque fois sous la phrase « Ce n'est pas ça, la politique »

- des valeurs, pas de la frime
- des projets, pas des combats
- des actes, pas des illusions.

B. Des valeurs, des projets et des actes humanistes

1. Des valeurs, pas de la frime

La politique n'est pas qu'un rapport de force, ce n'est pas pour nous la présence au pouvoir à tout prix, ce n'est pas se dire et se croire le meilleur, faire des démonstrations de force ostentatoires constantes, croire que l'on détient la vérité.

La politique c'est pour nous des convictions, une vision, des valeurs.

Nous voulons imposer la **qualité d'être**, le bonheur d'être et la sécurité d'être comme des priorités politiques.

Nous voulons réhabiliter l'importance de la **dimension non-matérialiste** de la politique et de la gouvernance.

Nous voulons nous adresser à tous ceux qui veulent participer à une société humaine et solidaire qui remet **le lien social au cœur de son projet**, une société qui considère **l'économique comme un moyen** et non une fin, une société qui redonne du **sens** et des **balises** aux gens, une société au sein de laquelle chacun est conscient de sa **responsabilité**.

Nous privilégions le **dialogue** au conflit, la **relation** à la compétition, le **pluralisme** au sectarisme, le **bien commun** à la lutte des classes et aux intérêts corporatistes ou identitaires.

Nous **voulons réconcilier la liberté et l'égalité**, la **solidarité et la responsabilité**, la libre initiative indispensable à la création et à l'innovation et le lien social, l'individuel et le collectif.

Nous voulons entrer en résistance **contre une société qui fait reculer l'homme, une société individualiste, matérialiste et inégalitaire, une société indifférente au sort de l'autre, une société en perte de balises** qui néglige l'éducation et se réfugie dans la facilité, la violence, le racisme et l'intolérance.

Nous considérons **chaque personne, son bonheur, ses rêves, comme la seule priorité de toute politique**, une priorité qui doit dépasser les intérêts du marché, de la science et du pouvoir.

Nous voulons **remettre le sens de l'autre au cœur d'un projet politique** et ajouter à la liberté et à l'égalité la force de la fraternité, une fraternité qui retisse le lien social entre les gens, défende un secteur associatif généreux et sauvegarder nos systèmes de solidarité, une fraternité qui refuse une société où les plus vieux, les plus pauvres et les plus fragiles sont jetés au bord du chemin de la croissance.

Nous refusons que la science marchandise le vivant, que les questions essentielles liées à la vie, à la mort, à la drogue soient laissées, sans aucune norme collective, à la libre appréciation de chacun.

Nous **voulons refuser la seule logique dépassée de l'affrontement « droite-gauche »** en politique, la victoire d'un intérêt matériel sur un autre, d'une classe sur une autre.

Nous **refusons le populisme, le racisme et les simplismes et nous considérons la montée des extrémismes** comme notre premier combat politique. En tant que démocrates, nous voulons aussi (ré)imposer la politique et l'humain à l'économie et à la mondialisation.

Nous voulons construire une société tolérante, interculturelle et participative qui considère chaque citoyen comme un acteur responsable de son destin et de sa communauté, à qui l'État doit laisser un rôle d'action et de décision important.

Nous voulons un nouveau contrat démocratique équilibré en trois concepts qui doivent se compléter et non s'opposer :

- un monde associatif fort qui co-décide avec des citoyens acteurs de leur destin et de celui des autres, avec des citoyens debout qui participent et se voient confier des missions collectives d'intérêt général ;
- un État consistant, ni minimaliste, ni maximaliste, qui assume ses fonctions d'autorité et de régulation, un État stratège, intègre et efficace qui résiste à la marchandisation de ses missions collectives ;
- un marché dynamique, facteur de croissance et d'innovation, mais régulé et encadré, qui redevient un moyen et non une fin du développement humain.

2. Des projets pas des combats

Nous sommes en train de finaliser notre programme électoral qui sera présenté et voté lors de notre grand Congrès du 25 avril 2009. Pour la prochaine législature, Nous défendrons les 5 axes de priorités suivants :

a. Viser l'excellence collective dans l'enseignement : Un Plan massif d'investissement dans le capital humain

Notre première priorité pour la prochaine législature sera de tout miser sur l'enseignement et la formation avec un objectif : de l'excellence collective pour tous. Nous voulons avoir une ambition pour tous, tirer tout le monde vers le haut et refuser à la fois le nivellement par le bas et l'élitisme pour quelques uns.

Nos projets principaux :

- renforcer la qualité des programmes,
- réformer radicalement l'enseignement technique et professionnel,
- améliorer l'organisation et la gouvernance de l'enseignement,
- organiser des remédiations à l'école pour chaque élève,
- augmenter le pilotage externe de l'enseignement,
- imaginer une épreuve commune en rhéto pour tous,
- supprimer le décret inscription,
- renforcer l'autonomie des équipes pédagogiques.

b. Faire face à la crise en protégeant et en relançant l'économie et l'emploi

Nous devons à la fois :

- aider les travailleurs et les entreprises à passer la période de crise en protégeant les plus fragilisés et en tentant de diminuer le poids des licenciements,
- renforcer la relance dans les secteurs créateurs d'emplois que sont notamment le secteur des emplois verts grâce à une grande alliance « emploi – environnement » et dans le secteur des services aux personnes et du non marchand,
- préparer la sortie de crise en nous assurant par les efforts de formation, d'activation et de reconversion, d'une meilleure adéquation entre la formation des demandeurs d'emploi et des travailleurs et les exigences des offres d'emplois,
- renforcer le soutien aux entreprises et l'accès au capital et aux liquidités,
- réformer radicalement notre système financier et économique notamment en imposant de nouvelles règles de contrôle des marchés financiers pour renforcer la protection des personnes et mettre en place un régulateur financier européen et des contrôles financiers internes et externes plus stricts en Belgique,
- doper le Plan Marshall et en faire un conjoint aux Régions wallonne et bruxelloise, ainsi qu'à la Communauté française. Ce Plan devra inclure en outre les investissements nouveaux en matière d'enseignement et d'environnement.

c. Mener la révolution environnementale

Le cdH veut continuer à mener une véritable révolution environnementale en Wallonie, en Belgique, en Europe et dans le monde grâce à des changements de politiques et des pratiques radicales en mobilité et en énergie via l'investissement dans le développement des énergies propres (éolien, solaire, photovoltaïque, biomasse, etc.) et le soutien aux économies d'énergie.

Nous devons établir un plan plus ambitieux en matière d'alliance emploi-environnement.

d. Conclure un nouveau contrat social basé sur un plan ambitieux de développement des services dans le secteur non-marchand

Nous proposons que, pendant cette période de crise, les différents niveaux de pouvoir et à tout le moins les entités de l'espace Wallonie-Bruxelles et l'Etat fédéral lancent **un vaste plan de création d'emplois et de services dans le secteur non-marchand**.

L'allongement du temps de la vie, les nouveaux problèmes de santé mentale, l'augmentation des familles monoparentales, les problèmes des primo-arrivants, les nouvelles dépendances, les problèmes de solitude, d'addiction, de dépendance, de délinquance, les nouveaux besoins des familles, des multiples besoins des nouvelles actions éducatives, l'accompagnement des soins, les nouveaux besoins environnementaux, etc. Les besoins de tâches et de services nouveaux liés à l'évolution de la vie de chacun sont en expansion constante et doivent être définis et rencontrés dès maintenant selon une programmation anticipative et coordonnée entre les différents niveaux de pouvoir.

e. Une gouvernance intra francophone efficace

Nous voulons continuer la révolution des réformes éthiques que nous avons imposées en Wallonie notamment dans le secteur du logement social et des intercommunales, continuer à renforcer le contrôle éthique des administrations et des mandataires. Nous voulons par ailleurs assurer la simplification horizontale et verticale de nos institutions en assurant d'une part une fédération renforcée entre la Région wallonne, la Région bruxelloise et la Communauté française avec un seul gouvernement et un seul parlement, en diminuant en Wallonie et à Bruxelles, le poids et le nombre des structures publiques en vue de les fédérer dans un souci de coordination et d'efficacité accrue.

3. Des actes, pas des illusions

Les discours faciles et simplistes, les « n'y a qu'à », les slogans creux, les promesses intenable, la dissimulation de la crise et sa demande d'efforts, le populisme, le poujadisme... Très peu pour nous.

Nous ferons une campagne de vérité tant sur l'ampleur de la crise et sur ses vraies urgences, le besoin de réformes que sur la problématique des capacités de l'Etat et des efforts de chacun pour y parvenir.

En 5 ans, nous avons été capables dans tous les niveaux de pouvoir de réaliser des projets concrets et de poser des actes plutôt que de communiquer des slogans. Nous continuerons à travailler de la même manière.

